

14.1 Importations - Exportations

En 2015, le commerce mondial de biens ralentit (+ 1,6 %, après + 2,9 %), du fait des économies émergentes. La demande mondiale adressée à la France décélère également (+ 3,4 %, après + 3,9 %), mais elle reste plus dynamique que le commerce mondial du fait de l'orientation géographique des exportations françaises.

Malgré le léger ralentissement de la demande mondiale adressée à la France, les **exportations** de biens et services accélèrent nettement en 2015 : + 6,1 % en volume, après + 3,3 %, ce qui traduit des gains de parts de marché. Cette amélioration s'explique notamment par la dépréciation de l'euro au cours de l'année 2015. Les exportations de biens manufacturés qui représentent près de trois quarts des ventes accélèrent franchement : + 6,9 %, après + 1,7 %. Les ventes de matériels de transport expliquent à elles seules près de la moitié du dynamisme des ventes manufacturières. Les ventes de produits agricoles rebondissent également. Au total, les exportations de biens s'accroissent nettement et contribuent à la croissance des exportations totales pour + 4,7 points.

En 2015, les **importations** de la France accélèrent également : + 6,6 % en volume, après + 4,7 %. Elles sont tirées notamment par la progression des différentes composantes de la demande. Les importations de produits manufacturés progressent nettement plus vite que l'année précédente. Tous les postes contribuent à cette accélération. Au total, les importations de biens accélèrent en volume

(+ 6,6 %, après + 2,4 %), contribuant pour + 5,0 points à la croissance d'ensemble.

Sur l'ensemble de l'année 2015, l'accélération des exportations ne compense pas le dynamisme des importations. La contribution des échanges à la croissance du PIB en volume est donc négative (– 0,3 point), pour la troisième année consécutive.

En 2015, le nombre d'exportateurs français s'élève à 125 160 (**unités légales**), soit 3 600 de plus qu'en 2014. Cette hausse est due aux opérateurs de petite taille, plus particulièrement dans les secteurs du commerce et des services. Le nombre d'exportateurs augmente également dans l'industrie et dans l'agriculture. En 2015, le nombre d'exportateurs s'accroît sensiblement vers l'Amérique, l'Asie et le Proche et Moyen-Orient, où les exportations sont dynamiques. Les opérateurs tournés vers l'Europe hors Union européenne (UE) sont également plus nombreux bien que les exportations vers cette zone reculent. Le nombre d'exportateurs augmente plus modérément vers l'UE et diminue très légèrement vers l'Afrique. Le tissu exportateur est très concentré : les grandes **entreprises** (au sens de la LME) ne représentent que 0,4 % des entreprises exportatrices mais elles réalisent la moitié des exportations. La quasi-totalité des entreprises exportatrices sont des PME ou micro-entreprises (96 %) mais elles n'effectuent que 15 % des exportations. Enfin, les **entreprises de taille intermédiaire (ETI)** représentent 34 % des montants exportés. ■

Définitions

Toutes les données du commerce extérieur (produits, pays) sont **CAF-FAB**, sauf précision contraire.

Exportations de biens et de services : ensemble des biens et des services fournis par des résidents à des non-résidents, à titre onéreux ou gratuit. Les opérations internationales sur services diffèrent des opérations sur les biens. Les biens pouvant être transportés très loin de leur lieu de production, leur commercialisation s'accompagne de frais de transport qui peuvent, ou non, être comptabilisés dans leur valeur. Les services, en revanche, sont directement fournis à l'utilisateur par le producteur, au moment où ils sont produits (voir la suite de cette définition dans la rubrique « Définitions » en annexes.).

Taux de couverture : rapport entre la valeur des exportations et celle des importations entre deux pays (ou deux zones). Il peut être relatif à un produit ou à l'ensemble des échanges. La différence entre les deux valeurs est appelée solde du commerce extérieur.

CAF (coût, assurance, fret), entreprise, entreprise de taille intermédiaire (ETI), FAB (franco à bord), importations de biens et de services, unité légale : voir rubrique « Définitions » en annexes.

Pour en savoir plus

- « L'économie française », *Insee Références*, édition 2016.
- « Les opérateurs du commerce extérieur – Année 2015 », Douanes, juin 2016.

Retrouvez le TEF sur www.insee.fr dans la collection « Insee Références »

Exportateurs de marchandises selon le secteur d'activité

	2003	2005	2007	2009	2011	2013	2015
Agriculture	11 912	10 448	12 426	11 724	11 888	12 897	13 381
Commerce	49 704	48 709	49 365	49 073	50 841	52 878	54 480
Industrie	38 351	36 895	36 435	32 156	31 762	31 122	31 391
Services	15 956	14 384	15 722	16 663	17 088	18 642	20 245
Autres	9 492	13 158	7 837	6 417	4 720	5 378	5 661
Total	125 415	123 594	121 785	116 033	116 299	120 917	125 158

Lecture : en 2015 parmi les 125 158 exportateurs, 54 480 sont dans le secteur du commerce.

Champ : entreprises françaises ayant déclaré des échanges internationaux de marchandises ; hors commerce intracommunautaire inférieur à 460 000 euros.

Source : DGDDI.

Exportations et importations par groupe de biens

en milliards d'euros courants

	2012	2013	2014	2015
Exportations de biens (FAB)	440,1	443,2	446,1	472,2
Agriculture, sylviculture et pêche	15,5	17,1	15,3	16,5
Industries extractives, énergie, eau ¹	11,8	10,3	10,9	9,8
Fabr. d'aliments, de boissons et de prod. à base de tabac	43,3	44,3	44,2	45,7
Cokéfaction et raffinage	18,8	17,7	16,0	14,0
Fabr. d'équip. électriques, électroniques, informatiques ²	82,8	81,5	82,6	87,4
Fabrication de matériels de transport	92,5	96,4	96,9	109,3
Fabrication d'autres produits industriels	175,4	175,9	180,1	189,4
Importations de biens (CAF)	508,0	501,4	499,2	509,9
Agriculture, sylviculture et pêche	11,6	12,3	12,1	13,3
Industries extractives, énergie, eau ¹	62,0	58,2	49,1	37,8
Fabr. d'aliments, de boissons et de prod. à base de tabac	36,1	37,5	37,7	38,7
Cokéfaction et raffinage	34,4	31,5	29,0	21,3
Fabr. d'équip. électriques, électroniques, informatiques ²	102,6	102,2	102,1	109,4
Fabrication de matériels de transport	66,8	67,6	72,3	82,5
Fabrication d'autres produits industriels	194,6	192,1	197,0	206,9
Importations de biens (FAB)	492,3	485,2	483,0	493,4
Solde (CAF-FAB)	- 67,9	- 58,2	- 53,1	- 37,7
Solde (FAB-FAB)	- 52,2	- 42,0	- 36,9	- 21,2
Taux de couverture (en %)³	89,4	91,3	92,4	95,7

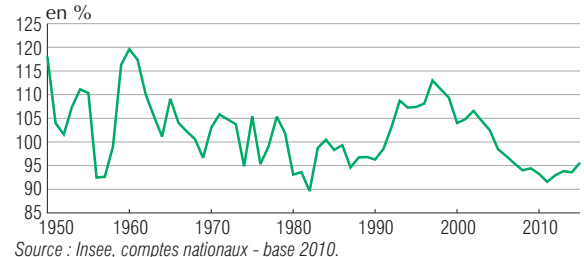
1. Y c. gestion des déchets et dépollution.

2. Y c. fabrication de machines.

3. Rapport entre les exportations et les importations FAB.

Source : Insee, comptes nationaux - base 2010.

Taux de couverture à prix courants de l'ensemble des biens et services de 1950 à 2015



Source : Insee, comptes nationaux - base 2010.

Exportateurs de marchandises par zone géographique

	Nombre d'exportateurs		
	2014 (r)	2015	15/14 en %
Afrique	40 347	40 232	- 0,3
Amérique	32 386	34 179	5,5
Asie	30 530	31 806	4,2
Europe hors UE	45 854	47 524	3,6
Proche et Moyen-Orient	15 785	16 362	3,7
UE	68 046	69 294	1,8

Lecture : en 2015, 31 806 entreprises exportent vers des pays d'Asie, soit 4,2 % de plus qu'en 2014.

Note : un même exportateur peut être comptabilisé au titre de plusieurs zones.

Champ : entreprises françaises ayant déclaré des échanges internationaux de marchandises ; hors commerce intracommunautaire inférieur à 460 000 euros.

Source : DGDDI.

Commerce extérieur de l'UE avec ses 15 principaux partenaires à l'exportation en 2015

	Exportations de l'UE		Importations de l'UE	
	en milliards d'euros	15/14 en %	en milliards d'euros	15/14 en %
États-Unis	370,9	19,0	248,1	18,6
Chine ¹	170,4	3,5	350,4	16,0
Suisse	150,8	7,5	102,3	6,0
Turquie	79,1	5,8	61,6	13,3
Russie	73,9	- 28,4	135,7	- 25,6
Japon	56,5	6,1	59,7	5,6
Norvège	48,9	- 2,6	74,3	- 12,7
Émirats arabes unis	48,5	13,5	9,4	14,7
Corée du Sud	47,9	10,9	42,3	9,2
Arabie Saoudite	40,3	14,7	21,5	- 25,0
Inde	38,1	7,0	39,4	6,2
Hong Kong	35,4	1,9	14,2	31,6
Canada	35,2	11,3	28,2	2,8
Brésil	34,6	- 6,3	31,1	- 0,4
Mexique	33,7	18,4	19,7	9,5
Autres pays	526,6	1,9	488,4	- 3,3
Total monde	1 790,7	5,1	1 726,5	2,0

1. Non compris Hong Kong.

Champ : échanges internationaux de biens.

Source : Eurostat.

Exportations et importations par groupe de produits en 2015

en milliards d'euros

	Exportations	Importations
Agriculture, sylviculture et pêche	16,5	13,3
Indus. manufacturière, extract. et autres	455,7	496,6
Services principalement marchands	140,9	155,4
Commerce ; répar. d'automobiles et de motocycles	6,2	9,3
Transports et entreposage	31,1	43,9
Information et communication	15,2	18,9
Activités financières et d'assurance	14,8	6,4
Act.scient. et techn. ; services admin. et de soutien	69,6	73,4
Services principalement non marchands¹	0,7	0,8
Total des produits	654,9	685,0

1. Correspond au regroupement des items « Administration publique », « Enseignement », « Santé humaine et action sociale ».

Note : exportations FAB, importations de biens CAF.

Source : Insee, comptes nationaux - base 2010.

Avertissement

Sauf mention contraire, les données nationales se réfèrent à la France métropolitaine et aux cinq départements d'outre-mer (sauf mention contraire Mayotte est inclus dans les données de la France). Le terme République française concerne la France et les collectivités d'outre-mer.

Les données chiffrées sont parfois arrondies (selon les règles mathématiques). Le résultat arrondi d'une combinaison de données chiffrées (qui fait intervenir leurs valeurs réelles) peut se trouver légèrement différent de celui que donnerait la combinaison de leurs valeurs arrondies.

Les comparaisons internationales s'appuient en général sur les données issues d'organismes internationaux (Eurostat, ONU, etc.) qui peuvent diverger des sources produites par les instituts nationaux de statistiques, notamment pour l'Insee, pour les données françaises. En effet, ces organismes effectuent souvent des ajustements de champ ou de méthode, d'ampleur souvent réduite, afin de produire des données comparables d'un pays à l'autre.

Sauf précision contraire, les indicateurs relatifs à l'Union européenne (UE) figurant dans cet ouvrage portent sur l'UE à 28.

Signes conventionnels utilisés

///	Absence de résultat due à la nature des choses
...	Donnée non disponible
e	Donnée estimée
n.s.	Donnée non significative
p	Donnée provisoire
r	Donnée révisée par rapport à l'édition précédente
€	Euro
k	Millier
M	Million
Md	Milliard

Les clés des Tableaux de l'économie française

Numéro du thème
et de la double page

11.4 Prix à la consommation

Les mots en gras et
en couleur sont
définis plus bas ou
dans la rubrique
« Définitions »
en annexes

Une présentation
synthétique sur
chaque double-
page

Des définitions pour
comprendre les concepts
clés de la double page
Toutes les définitions
sont regroupées dans la
rubrique « Définitions »
en annexes

Des publications
téléchargeables
gratuitement pour
approfondir le sujet
Adresses des sites
Internet à retrouver dans
la rubrique « Adresses
utiles » en annexes

Après trois ans de ralentissement, la variation de l'**indice des prix à la consommation (IPC)** devient nulle en moyenne annuelle entre 2014 et 2015, pour la première fois depuis soixante ans. Cette relative inertie masque des évolutions contraires avec, d'une part des baisses marquées comme les prix de l'énergie et, dans une moindre mesure, des produits manufacturés, et d'autre part des hausses de prix notamment dans les services et un renchérissement des produits alimentaires. De même, les tendances ont évolué en cours d'année : orienté à la baisse en début d'année (– 0,4 % en janvier), le taux d'**inflation** mesuré par la variation sur un an en fin d'année de l'IPC se redresse pour s'établir à + 0,2 % fin 2015. Mesuré à partir de l'**indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH)**, il suit le même mouvement en France et dans l'ensemble de la zone euro. L'indicateur d'**inflation sous-jacente** qui exclut les composantes les plus volatiles de l'indice des prix à la consommation (énergie, produits frais et mesures fiscales) augmente davantage en cours d'année, quant à lui, pour s'établir à + 0,9 % fin 2015.

Engagée à partir du 2nd semestre 2014, la chute des produits pétroliers se poursuit en 2015. Comme en 2014, cette baisse est plus marquée pour les combustibles liquides (– 17,6 % sur un an, fin 2015) que pour les carburants (– 9,3 % pour le gazole, – 6,7 % pour l'essence fin 2015), du fait des écarts de taxation sur ces produits. De même, les prix du gaz se contractent en 2015

(– 7,2 % fin 2015). *A contrario* ceux de l'électricité poursuivent leur hausse (+ 4,2 %).

En 2015, la baisse des prix des produits manufacturés se prolonge avec toutefois des évolutions assez différentes selon les produits. Ainsi, les reculs des prix des médicaments et des produits pharmaceutiques s'accroissent (– 3,9 % fin 2015, après – 2,9 % fin 2014), en raison des mesures de maîtrise des dépenses de santé. En outre, les prix des articles d'habillement et des chaussures se replient légèrement (– 0,2 % fin 2015, contre + 0,3 % fin 2014).

Même s'ils ont ralenti, les prix des services restent relativement dynamiques en 2015 (+ 1,2 % en moyenne, après + 1,7 % en 2014, année au cours de laquelle ils avaient été tirés à la hausse par les relèvements de taux de TVA). En 2015, les loyers, pour la plupart indicés sur les évolutions de l'inflation, augmentent modérément. De plus, les prix des services de transport sont globalement en baisse. En revanche, les prix des services postaux accélèrent nettement en moyenne (+ 8,9 %, après + 4,1 % en 2014) tandis que ceux des télécommunications se redressent (+ 0,6 %, après – 0,1 %).

En 2015, les prix de l'alimentation augmentent en moyenne de 0,4 % (après un recul de 0,8 % en 2014) du fait du rebond des prix des produits frais (+ 5,3 % en moyenne en 2015, après – 4,1 % l'année précédente). Hors produits frais, les prix de l'alimentation diminuent de 0,2 % en moyenne en 2015. ■

Définitions

Indice des prix à la consommation (IPC) : instrument de mesure de l'inflation. Il permet d'estimer, entre deux périodes données, la variation moyenne des prix des produits consommés par les ménages. C'est une mesure synthétique de l'évolution de prix des produits, à qualité constante. Il est publié chaque mois au *Journal Officiel*. L'indice des prix hors tabac sert à indexer de nombreux contrats privés, des pensions alimentaires, des rentes viagères et aussi à revaloriser le Smic. L'indice retenu pour le Smic est celui des « ménages du 1^{er} quintile de la distribution des niveaux de vie, hors tabac ». Voir la suite de cette définition dans la rubrique « Définitions » en annexes.

Indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH), inflation, inflation sous-jacente : voir rubrique « Définitions » en annexes.

Pour en savoir plus

- « En décembre 2015, le prix du pétrole chute à nouveau », *Informations rapides* n° 12, Insee, janvier 2016.
- « Indice des prix à la consommation – moyennes annuelles 2014 et 2015 », *Informations rapides* n° 6, Insee, janvier 2016.
- « Décembre 2015 – Le taux d'inflation annuel de la zone euro en hausse à 0,2 % », *Communiqué de presse* n° 12, Eurostat, janvier 2016.
- Indices et séries statistiques (www.insee.fr).

Retrouvez le TEF sur www.insee.fr dans la collection « Insee Références »

114

TEF, édition 2017 - Insee Références

Une orientation vers le site www.insee.fr sur lequel vous trouverez l'ouvrage en ligne ainsi que les données mises à jour au fur et à mesure de leur disponibilité en attendant la prochaine édition papier

Titre de la double-page

Prix à la consommation 11.4

Évolution de l'indice des prix à la consommation par fonction de consommation en 2015

en %

Unité

Fonction de consommation	Pondération ¹ 2015	Évolution 15/14		Fonction de consommation	Pondération ¹ 2015	Évolution 15/14	
		Moyenne annuelle	Glissement déc. à déc. ²			Moyenne annuelle	Glissement déc. à déc. ²
Ensemble (y c. tabac)	10 000	0,0	0,2	Transport	1 504	-1,5	-1,1
Ensemble (hors tabac)	9 801	0,0	0,0	Achats de véhicules	335	0,8	1,9
Alimentation, boissons non alcoolisées	1 495	0,4	0,5	Utilisation de véhicules personnels	890	-3,0	-2,2
Produits alimentaires	1 360	0,5	0,6	Services de transport	279	0,9	-1,1
Boissons non alcoolisées	135	-0,5	-0,6	Communications	257	0,4	1,0
Boissons alcoolisées et tabac	367	0,6	0,6	Services postaux	18	8,9	8,8
Boissons alcoolisées	168	0,9	1,1	Matériel de téléphonie et de télécopie	19	-11,3	-8,8
Tabac	199	0,3	0,3	Services de téléphonie et de télécopie	220	0,6	1,2
Habillement et chaussures	451	-0,9	-0,2	Loisirs et culture	792	0,2	0,9
Habillement	350	-1,2	-0,3	Équipements audio-visuels, photo et informatiques	136	-4,3	-1,7
Chaussures y c. réparation	101	0,3	0,0	Autres biens durables (loisirs)	33	0,7	1,4
Logement, chauffage, éclairage	1 441	0,4	-0,2	Autres articles et équip. de loisirs	209	-0,1	0,7
Loyers d'habitation	609	0,6	0,5	Services récréatifs et culturels	245	1,7	1,1
Entretien et réparation courante du log.	146	1,3	1,1	Presse, livres et papeterie	141	2,1	2,5
Distribution d'eau et autres services	188	1,5	1,5	Voyages touristiques tout compris	28	1,2	5,4
Chauffage, éclairage	498	-0,6	-2,0	Éducation	23	1,5	1,2
Meubles, équip. ménager, entretien maison	579	0,0	0,5	Hôtellerie, cafés, restaurants	797	1,4	1,6
Meubles, tapis, revêtements de sol	159	0,1	0,4	Restauration et cafés	613	1,3	1,3
Articles de ménage en textile	42	0,7	1,7	Services d'hébergement	184	1,7	2,9
Appareils ménagers	86	-1,5	-0,6	Autres biens et services	1 286	1,2	1,2
Verrerie, vaisselle, ustensiles de ménage	63	0,2	1,4	Soins personnels	290	-0,2	0,1
Outillage pour la maison et le jardin	56	0,6	0,2	Effets personnels (non définis ailleurs)	115	0,8	1,0
Entretien courant de l'habitation	173	0,1	0,6	Protection sociale	434	1,6	1,4
Santé	1 008	-1,2	-1,4	Assurances	250	2,6	2,9
Médicaments et produits pharmaceutiques	441	-3,4	-3,9	Services financiers	67	0,7	0,7
Médecine non hospitalière	567	0,5	0,5	Autres services	130	1,0	0,7

Champ, source, notes de lecture, précisions sur les données en bas de chaque tableau ou graphique

1. Les pondérations de l'indice sont calculées chaque année à partir de la consommation des ménages au sens de la comptabilité nationale.
2. Évolution de l'indice de décembre 2015 par rapport à l'indice de décembre 2014.
Note : base 100 en 2015.
Champ : ensemble des ménages.
Source : Insee, indice des prix à la consommation.

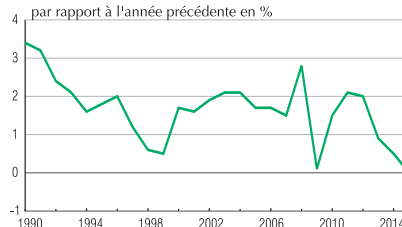
Quelques hausses et baisses de prix en 2015

glissement annuel de déc. à déc. en %

Hausses	15/14	Baisses	15/14
Pommes de terre	+ 9,4	Combustibles liquides	-17,6
Services postaux	+ 8,8	Gazole	-9,3
Fruits de mer surgelés	+ 7,1	Matériel de téléphonie et de télécopie	-8,8
Poissons frais	+ 7,0	Sucre	-8,1
Fruits secs et fruits à coque	+ 5,8	Appareils photo et caméras	-7,3
Transport maritime de passagers	+ 5,5	Gaz	-7,2
Centres de vac., camping, auberges de jeunesse et héberg. similaires	+ 5,4	Transport combiné de passagers	-6,9
Forfaits touristiques	+ 5,4	Essence	-6,7
Fruits frais	+ 5,4	Produits pharmaceutiques	-4,9
Journaux et publications périodiques	+ 4,7	Transport aérien de passagers	-4,0

Note : évolution de l'indice de décembre 2015 par rapport à l'indice de décembre 2014.
Source : Insee, indice des prix à la consommation.

Évolution de l'indice des prix à la consommation de 1990 à 2015



Note : la variation annuelle de l'indice des prix à la consommation est l'évolution de l'indice moyen annuel. Cet indice est la moyenne arithmétique des douze indices mensuels.
Source : Insee, indice des prix à la consommation.

Évolution des indices des prix à la consommation harmonisés dans la zone euro et dans l'UE en 2015

glissement annuel de déc. à déc. en %

	15/14		15/14
Allemagne	0,2	Lettonie	0,4
Autriche	1,1	Lituanie	-0,2
Belgique	1,5	Luxembourg	0,9
Chypre	-0,6	Malte	1,3
Espagne	-0,1	Pays-Bas	0,5
Estonie	-0,2	Portugal	0,3
Finlande	-0,2	Slovaquie	-0,5
France	0,3	Slovénie	-0,6
Grèce	0,4	Zone euro	0,2
Irlande	0,2	UE	0,2
Italie	0,1		

Note : évolution de l'indice de décembre 2015 par rapport à l'indice de décembre 2014.
Source : Eurostat.

Des données de cadrage européennes ou mondiales